



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant à modifier les conditions d'exploitation de
l'installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par
la société CHIMIREC EST sur le territoire des communes de
DOMJEVIN et FREMENIL**

N° 2025-0324
AIOT 0006200160

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-510 du 21 avril 2006 mandant un laboratoire agréé extérieur afin de procéder à des contrôles inopinés et analyses sur les déchets entrants dans les installations de DOMJEVIN à une fréquence mensuelle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC EST à exploiter des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-0752 du 10 octobre 2013 modifiant notamment les capacités de stockage des déchets et leurs répartitions au sein des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de DOMJEVIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-0255 du 16 juin 2014 actualisant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont relèvent les installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de DOMJEVIN et modifiant les conditions d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-0998 du 10 octobre 2014 prescrivant la constitution de garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-0128 du 14 avril 2020, mettant à jour les conditions imposées à la société CHIMIREC EST pour la poursuite de l'exploitation d'installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-0986 du 08 février 2024, visant à modifier les conditions d'exploitation de l'installation de transit, tri, et regroupement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de DOMJEVIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-011 du 11 juillet 2024 visant à modifier les conditions d'exploitation de l'installation de transit, tri et regroupement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par la société CHIMIREC EST sur le territoire des communes de DOMJEVIN et FREMENIL ;

Vu le dossier de porter à connaissance de modification de l'installation de transit, tri, et regroupement exploitée sur le territoire des communes de DOMJEVIN et FREMENIL par la société CHIMIREC EST transmis le 05 décembre 2025, complété le 20 janvier 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2025_1275 en date du 25 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 02 mars 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur par courriel en date du 16 mars 2026 sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par l'augmentation du tonnage annuel de déchets dangereux collectés sur son centre de transit, tri, regroupement et prétraitement de déchets industriels exploités sur le territoire de la commune de DOMJEVIN par la société CHIMIREC EST pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ainsi que dans le dossier de demande de modification ;

Considérant que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de DOMJEVIN de son centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels doivent être modifiées afin d'entériner la modification des conditions d'exploitation sollicitée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTÉ

Article 1 – champ et portée du présent arrêté

La société CHIMIREC EST, sise Z.I La Haie Sorette - 54450 DOMJEVIN est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels situé sur les communes de DOMJEVIN et FREMENIL, sous réserve du strict respect des dispositions

de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009-535 du 28 janvier 2010 modifiées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 – liste des rubriques de classement des installations

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 1.2.1- Rubrique de classement des activités

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-0255 du 16 juin 2014 est remplacé comme suit :

Rubrique	Désignation activité	Activité exercée	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.	Transit de déchets dangereux : 1 282 tonnes de ces déchets stockées au plus sur le site.	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour : - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520.	Mélange de déchets dangereux et reconditionnement Capacité d'au plus 200 t/j.	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses, la quantité de déchets stockés étant supérieure à 1 t.	Stockage vrac : 1050 t Stockage de déchets conditionnés : 271,2 t Soit au maximum 1 281,2 t à l'instant t dans les limites prévues au sous-article 3.2 du présent arrêté Capacité annuelle de l'installation : 22 000 tonnes.	A
2790-1b	Installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emplois ou de stockages de ces substances ou préparations.	Séparation des eaux souillées Décantation des huiles claires Décantation des huiles noires Déchiquetage d'emballages souillés. Les quantités maximales de déchets concernés sont fixées au sous-article 3.2 du présent arrêté	A
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de	60 m ³ de papier, carton et	D

	papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	bois et 60 m ³ de pare-chocs soit au total 120 m ³ .	
2795-2	Installation de lavage de fûts conteneurs et citernes de transport, la quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m ³ /j.	Lavage d'emballages souillés avec une consommation d'eau de 10 m ³ /jour.	D
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris ; gazole (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	Une cuve aérienne de 1,5 m ³ de gasoil non routier (capacité équivalente de 0,3 m ³)	NC
1435	Station-service, le volume annuel de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 distribué étant inférieur ou égal à 100 m ³ .	Un poste de distribution, débitant un volume annuel de 45 m³ de gasoil non routier	NC
2711	Installation de transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m ³ .	Transit et regroupement de 90 m ³ de DEEE	NC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface occupée par l'installation étant inférieure à 100 m ² .	Deux bennes de déchets métalliques de 30 m ³ sur une surface de 30 m ²	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m ³ .	Dépôt de pare-brise : 60 m ³	NC
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ .	10 m ³ d'huiles alimentaires+ 60 m³ de déchets industriels non dangereux en mélange soit 70 m³ au total	NC

A : autorisation- D : déclaration- NC : non classé »

Article 3 – Origine des approvisionnements en eau

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³)
			Horaire
Réseau public	DOMJEVIN	2000	1,9 m ³ /h
Collecte des eaux de pluies	/	Cuve de 15 m ³	

Article 4 – Localisation des points de rejet

L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 4.3.5- Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	/
Coordonnées (Lambert II étendu)	N48° 33,876 – E6° 41,386
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Eaux superficielles
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	La Vezouze via le ruisseau de La Baraque
Conditions de raccordement	Via un débourbeur / déshuileur et bassin de décantation
Autres dispositions	/

Les eaux pluviales récupérées dans les rétentions des cuves sont acheminées vers un bassin de 40 m³, dit « bassin tampon amont », isolé par une vanne en position normale fermée et à ouverture manuelle conditionnée au contrôle fixé à l'article 9.2.2.1 afin de garantir une rétention des eaux en cas de pollution.

Ces eaux rejoignent au niveau du débourbeur/déshuileur les eaux pluviales de ruissellement de voirie des bassins versants Nord et Sud et des toitures des bâtiments A et D.

Les eaux pluviales de ruissellement des voiries du bassin versant Nord sont dirigées directement vers le débourbeur/déshuileur.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries du bassin versant Sud sont collectées et régulées au sein d'un bassin enterré de 205 m³, aménagé au Sud-est du site. Elles sont ensuite rejetées à un débit régulé à 5 l/s vers le débourbeur/déshuileur.

L'ensemble est ensuite acheminé au bassin tampon aval orage de 570 m³, permettant de garantir une rétention des eaux en cas de pollution et de retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie et les eaux d'un orage décennal. **Ce bassin est isolé du bassin de réserve d'eau d'incendie par une vanne en position normale ouverte avec un asservissement à l'installation de détection incendie et fermeture d'urgence manuelle en cas de déversement accidentel sur la voirie Nord.**

De ce bassin, les eaux sont ensuite reprises par pompage, puis de nouveau traitées par un débourbeur /déshuileur, et dirigées vers le bassin de réserve d'eau d'incendie du site de 480 m³. Par surverse naturelle, le trop plein rejoint le milieu naturel.

Les éventuelles égouttures issues de la zone de chargement et déchargement des camions, les eaux de lavage des emballages vides et les eaux de lavage extérieur des camions sont récupérées dans les cuves eaux souillées et éliminées en tant que déchets.

Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées dans un système d'assainissement autonome conformément à l'arrêté ministériel du 06 mai 1996 avant rejet dans le fossé busé longeant le RD 19.

Les eaux de toiture du bâtiment B sont récupérées pour être utilisées dans l'installation de nettoyage des emballages vides, le surplus est évacué dans le fossé longeant le site.

Les eaux de toiture du bâtiment D sont récupérées, via une cuve dédiée de 60 m³, pour être utilisées comme réserve pour les hydrocureurs en lieu et place de l'eau du réseau ».

Article 5 – Distances d'éloignement et d'isolement

L'article 7.2.4.3 de l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 7.2.4.3- Distances d'éloignement et d'isolement

Dans le bâtiment « B », les emballages vides seront éloignés de plus de 10 mètres dans la zone « Huiles ». Un merlon de terres de 2,5 mètres de hauteur sera constitué en limite de terrain le long de la voie pompier, afin de maintenir les flux thermiques de 3 kW/m² dans l'enceinte du site. Ce merlon sera arboré.

Le conteneur maritime de stockage de piles en mélange est éloigné de 15 mètres des bâtiments d'exploitation ».

Article 6 – Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets

L'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 9.2.2.1 – Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets

Les mesures sont réalisées selon des méthodes normalisées et portent sur les rejets suivants :

- rejet : sortie du bassin incendie- contrôle réalisé mensuellement en interne par l'exploitant

Paramètres
pH
Hydrocarbures totaux
Matières en suspension

DCO
Test CI (absence PCB/PCT)

- rejet : sortie du bassin incendie – contrôle semestriel réalisé par un organisme extérieur agréé. Cette mesure est réalisée, autant que faire se peut, suite à la vidange du bassin tampon aval dans le bassin incendie.

Paramètres
pH
Hydrocarbures totaux
Matières en suspension
DCO
DBO5
Microtox NT
Test CI (absence PCB/PCT)
Matières grasses (SEC)

»

Article 7 – Autosurveillance des eaux souterraines

L'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010, est modifié et complété comme suit :

« Article 9.2.3 – Autosurveillance des eaux souterraines

Au moins trois piézomètres sont implantés autour et à proximité du site de l'établissement, un en amont et deux en aval hydraulique. Ils sont destinés à surveiller l'impact de l'exploitation des installations autorisées par le présent arrêté sur la qualité des eaux souterraines de la nappe existant au droit du site.

L'exploitant dispose dans son établissement d'une pompe de prélèvement intra-piézomètre des eaux souterraines à analyser. Les paramètres suivants doivent être mesurés **semestriellement** dans les échantillons d'eaux souterraines prélevés :

- pH
- Conductivité
- COT
- COHV
- DCO
- Hydrocarbures totaux
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques
- Microtox.

Les résultats des mesures de la qualité des eaux souterraines sont à adresser par l'exploitant à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements soumis à l'analyse, accompagnés de l'identification du sens et de la direction de l'écoulement de la nappe ainsi que de l'identification de la position des trois piézomètres, avec

leur interprétation et la communication des actions engagées ou prévues pour remédier à l'éventuelle dégradation de la qualité ces eaux souterraines ».

Article 8 – Occupations des bâtiments de l'établissement

L'article 9 de l'arrêté complémentaire n° 2020/0128 du 14 avril 2020 est modifié et complété comme suit :

« Article 8.1.6.1. Bâtiment A

Le bâtiment A comprend :

- un laboratoire d'analyses et d'identification des déchets entrant sur le site,
- une cellule de stockages en fûts et récipients d'acides disposant d'une rétention de 10 m³ au minimum,
- une cellule de stockages en fûts et récipients de bases disposant d'une rétention de 10 m³ au minimum,
- une cellule de stockages en fûts et récipients de solvants, DTQD et de peintures avec phase solvant ou "dessolvantée" disposant d'une rétention de 62 m³ au minimum,
- une cellule de dépotage des solvants et phase solvant en fûts et en récipients disposant d'une rétention de 20 m³ au minimum,
- une cellule avec 4 cuves de 30 m³ semi-enterrées de stockage de solvants dont une laissée disponible pour le stockage exceptionnel par réquisition du Préfet de département en cas d'accident routier. Chaque cuve est placée sur une rétention indépendante d'un volume de 90 m³ au minimum,
- une aire de déchargement/chargement, équipée d'un extracteur de gaz d'échappement des véhicules et d'une rétention de 40 m³ avec un quai de déchargement/chargement/transfert des fûts et récipients (acides, bases, solvants, produits neutres). Cette aire de déchargement/ chargement est destinée aux fûts et récipients autres que ceux destinés à la zone des cuves de stockage des huiles usagées, eaux souillées et liquide de refroidissement.

Article 8.1.6.2. Bâtiment B

Le bâtiment B comprend :

- quatre quais de déchargement/chargement des déchets destinés à être stockés sous ce bâtiment tels que des emballages vides souillés, des filtres, des batteries, des boues non solvantées,
- un poste de pesée,
- une aire, reliant le bâtiment B et la zone des cuves, couverte de déchargement/chargement des véhicules citernes et de dépotage des fûts et récipients à destination de la zone des cuves d'huiles, eaux souillées et liquide de refroidissement. Cette aire est également équipée d'un poste d'eau destiné au lavage extérieur des véhicules et des emballages souillés. Elle est alimentée par une cuve aérienne de récupération des eaux de toiture de 15 m³,
- une presse à fûts et récipients,
- des aires identifiées et étanches destinées au stockage des différents déchets, ainsi qu'au stockage des emballages vides (vidés/souillés, nettoyés, neufs).

Article 8.1.6.3. Bâtiment C

Le bâtiment C comprend :

- un poste de pesée,
- une fosse de réception des emballages de matériaux souillés (EMS),

- des aires identifiées et étanches destinées au tri, stockage et déconditionnement des différents déchets,
- une installation de déchiquetage d'emballages souillés et les stockages associés,
- une zone de stockage des DTQD.

Article 8.1.6.4. Zone des cuves

Cette zone comprend 12 cuves aériennes de 65 m³ chacune dédiées au stockage des huiles usagées, des eaux souillées et du liquide de refroidissement, réparties en 3 cellules de 4 cuves disposant chacune d'une rétention de 130 m³ minimum.

Article 8.1.6.5. Bâtiment D

Le bâtiment D est dédié à la préparation des contenants, notamment leur préparation en vue des départs de collecte.

Ils sont stockés par rangée en fonction de leur typologie et des types de déchets à collecter sur une hauteur maximale de 6 mètres.

Article 9 - Garanties financières

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2013-0998 du 10 octobre 2014 sont abrogées.

Article 10 – Réalisation de prélèvements

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2006-510 du 21 avril 2006 sont complétées par une fréquence minimale annuelle pour la réalisation de prélèvements inopinés des cuves d'huiles usagées et d'analyses des déchets entrants.

Article 11 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 12 - Articles de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télerecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours

administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 13 - Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société CHIMIREC EST,

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Lunéville,
- Madame la maire de Domjevin,
- Monsieur le maire de Fréménil,

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **23 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ